

Pascal Chardome (CGSP) : « Le fédéral est méprisant »

ENSEIGNEMENT Le syndicaliste quittera ses fonctions le 1^{er} septembre

► Pascal Chardome passe la main après huit ans à la tête de la CGSP-Enseignement.
► Son regard sur la suédoise, le PS ou cette Communauté sans le sou.

ENTRETIEN

Comme annoncé dans ces colonnes le 30 avril dernier, Pascal Chardome quittera le 1^{er} septembre prochain ses fonctions de président de la CGSP-Enseignement – le Namurois Joseph Thonon lui succédera. Dernier entretien avec celui qui a dirigé le syndicat socialiste de l'enseignement pendant huit ans.

Vous quittez vos fonctions à un moment d'ébullition sociale. Quel regard portez-vous sur le gouvernement fédéral ?

Au-delà de ce qu'il nous fait subir, le fédéral est méprisant. Il manifeste du mépris pour le sud du pays – voyez encore cet investissement dans la SNCB : on appliquera la clé 60-40 alors que le RER est quasi fait en Flandre et que tout reste à faire en Wallonie. Du mépris pour ses serviteurs – les fonctionnaires ont trinqué avec le saut d'index, les pensions... Du mépris pour la concertation – ce gouvernement est sourd aux propositions syndicales, fait de la pseudo-concertation et décide tout, y compris

les choses qui ne passaient pas trop mal entre syndicats et patrons au niveau des entreprises. On sait bien qu'avec un gouvernement de ce type, des choses de ce genre se passent. Mais là, il y a un pas de plus. A ce climat social s'ajoute l'anxiété, l'insécurité – tout le monde est mal à l'aise.

Puisque vous en parlez : quel rôle peut jouer l'école pour aider à vivre dans ce climat d'anxiété ?

Les enseignants font ce qu'ils peuvent, mais ils ont été très mal formés. Cela devient de plus en plus difficile d'expliquer aux gosses qu'il y a quelque chose de rationnel dans ces attentats. Le rôle de l'école aura ses limites, comme les forces de police atteignent les leurs face à des actes non contrôlables, non prévisibles.

Pour en revenir au climat social : ces derniers mois, on évoque beaucoup les liens entre PS et la FGTB, dont dépend la CGSP.

Comme syndicaliste, vous avez les mains libres par rapport au PS ?

On est partenaires. Cela ne signifie pas qu'on est d'accord sur tout. Je ne prendrai jamais pour pain bénit tout ce que le PS met sur la table. Mais on a une « base électorale » commune. Pour l'enseignement, j'ai plus facile à faire valoir certaines propositions auprès de lui – quoique Ecolo et le PTB nous prêtent aussi une oreille favorable. Maintenant, de plus en plus souvent, on est obligés de prendre nos distances avec

l'ensemble des partis, et peut-être plus encore avec le PS dont on était proches au départ. Le système fait qu'on n'a jamais un parti à la manœuvre, mais qu'il faut faire des compromis. Et sous la précédente législature, le PS n'a pas pu marquer son empreinte, à force de concessions.

Le débat sur la régionalisation a été relancé au PS et au MR.

Quelle est votre position là-dessus ?

La CGSP-Enseignement est organisée en une interrégionale wallonne et une interrégionale bruxelloise. Et la CGSP-Enseignement ne s'exprime que s'il y a un consensus entre les deux. Et là, il n'y en a pas : l'aile wallonne est pour, l'aile bruxelloise est contre.

Et vous, à titre personnel, qu'en pensez-vous ?

L'institution Communauté française ne me pose pas de problème en soi. Le problème que j'ai, c'est qu'elle n'a pas de pouvoir fiscal. Si on régionalisait, là, on pourrait interpellier le politique, le forcer à trouver des recettes. A la Communauté, ça ne sert à rien. Les recettes sont automatiques ; elles viennent de l'Etat. Il lui faudrait un pouvoir fiscal. Tout le monde dit qu'il faut revoir la formation initiale des enseignants. Tout le monde dit que le Pacte d'excellence ne peut pas accoucher d'une souris. Et dès qu'on parle fric, paf!, c'est l'éteignoir tout de suite...

Et si on devait régionaliser, ce

serait à quelles conditions ?

Il faudrait conserver une coupole commune pour préserver la cohérence en matière de diplômes, titres, formation, etc. Et il faut éviter de saucissonner l'école. Certains veulent régionaliser le qualifiant (technique/professionnel) pour le rapprocher des milieux économiques ; et on laisserait le général à la Communauté. On aurait donc un ministre du général à la Communauté et des ministres régionaux du qualifiant. Ce serait une grosse erreur. ■

Propos recueillis par
PIERRE BOUILLON

BILAN

Un pragmatique

Pascal Chardome laissera le souvenir d'un homme à la fois placide et terriblement déterminé. « C'est un pragmatique », ajoute Eugène Ernst (CSC) qui salue la « forte complicité » qui les a reliés et qui a permis au front commun de l'enseignement de se maintenir. En rangeant son bureau, le 31 août, Chardome emportera avec lui un doute : la Communauté est fauchée. Ce serait même son seul défaut, à ses yeux. Il estime qu'il faut oxygéner l'institution en délivrant son pouvoir fiscal. Sans ça, comment réformer véritablement l'école ?

P.BN

école « Le sentiment du travail bien fait »

Quel bilan tirez-vous de votre présidence à la CGSP-Enseignement ?

Ce que j'ai essayé de faire, et je crois que j'y suis parvenu, c'est que l'on reste un partenaire. Pas LE partenaire. Mais l'un des partenaires privilégiés, indispensables à l'évolution du système. On ne reste pas au balcon. Pour ça, il a parfois fallu pousser des portes. A présent, on nous consulte avant que les projets soient ficelés.

Deux : j'aurais aimé vous dire qu'on a réussi à faire évoluer les conditions de travail de façon phénoménale, qu'on a obtenu le barème 501 (professeur du secondaire supérieur, NDLR) pour tout le monde. Faut pas rêver : le contexte budgétaire est celui que l'on sait. On a au moins réussi à protéger les enseignants de la rigueur budgétaire. C'est déjà une victoire. On sait bien qu'économiser dans l'enseignement, c'est d'office sur les profs. Pendant mon mandat, on les a relativement épargnés. Mais à chaque contrôle budgétaire, c'est un combat à recommencer. On est dans un système sans recettes ; on ne peut jouer que sur les dépenses.

Aucun regret donc...

Non. J'ai le sentiment du travail bien fait, certes inachevé... et donc à poursuivre.

Sur le plan humain, que tirez-vous comme leçon de votre présidence ?

C'est gratifiant et parfois très dévalorisant.

On a l'impression d'être utile. Notre système éducatif est dans une telle déliquescence qu'on ne peut que l'améliorer. C'est peut-être pour ça, d'ailleurs, que le Pacte d'excellence a une chance - chacun essaie de faire évoluer les choses.

L'aspect dévalorisant, c'est que vous avez parfois l'impression que les enseignants ne voient pas toujours cet aspect des choses. On attend du syndicat qu'il préserve les intérêts individuels, moins les intérêts de la collectivité. C'est valorisant d'aider un enseignant en difficulté. Mais il faut aussi faire évoluer le métier. Les enseignants, comme les autres travailleurs, sont plus repliés sur eux, sur leur métier, et ça, c'est parfois un peu difficile. On perd un peu la dimension de défense collective du métier en nous demandant de surtout assurer la défense individuelle.

On dit parfois que les syndicats sont un facteur d'inertie.

On est sur la défense, pas par principe mais à cause du système. Si demain on avait des possibilités d'avancées sur la question des moyens, on pourrait se permettre d'être plus proactif. Pourquoi dit-on souvent « non » ? Parce que faute de recettes, toute « avancée » se fait au détriment de quelque chose. Alors, on fait d'abord notre boulot principal et on défend nos affiliés. On nous fait le procès de refuser le changement. Parce qu'il se fait presque toujours au détriment des enseignants. Vous êtes coincés !

Vous avez de l'espoir pour le Pacte d'excellence ?

Oui, parce que sans espoir, on aurait quitté la table depuis longtemps. La volonté de faire bouger les choses est de tous les côtés.

La mesure à laquelle vous avez rêvé la nuit ?

J'aurais souhaité une revalorisation de la formation initiale et du métier. Partout ailleurs, on a investi dans la formation ini-

tiale. Cela ne sauvera pas tout. La formation initiale aura toujours ses limites - il faudra toujours la compléter par des formations en cours de carrière. Mais clairement, chez nous, le constat de carence est là. En trois ans, matériellement, on n'a pas le temps de former les enseignants à l'évolution du métier - comment gérer un conflit entre élèves, comment gérer des attentats, comment gérer une classe hétérogène avec des élèves qui ont tous des difficultés... Passer au master (cinq ans) va attirer vers le métier de nouveaux enseignants, notamment des jeunes qui souhaitent étudier à l'université. D'autres pays l'ont fait. Résultat : en Finlande, on a un numerus clausus à l'entrée de la formation pour devenir enseignant ! Cela fait rêver. Il y a trop de candidats ! ■

Propos recueillis par
P.Bn

« On nous fait le procès de refuser le changement. Parce qu'il se fait presque toujours au détriment des enseignants »